Les banques internationales à l’assaut du marché africain

02/02/2012 à 6h00

Poussés hors de leurs marchés domestiques par la crise de la dette, les établissements bancaires européens, américains, mais aussi chinois et qataris multiplient les initiatives pour se renforcer en Afrique. Le point sur leurs stratégies.

L’Afrique n’a jamais autant suscité l’intérêt des banques internationales. Avec la crise de la dette en Europe et la récession qui guette les économies développées, le continent au milliard d’habitants et à la croissance économique de 5,8 % en 2012 (prévision) devient une destination privilégiée des investissements étrangers.

> ***Et donc une terre d’opportunités pour les établissements financiers mondiaux.***

Au Maroc, 2012 démarre sur les chapeaux de roues. La cession annoncée par la Société nationale d’investissement (SNI) de 10 % à 20 % de ses parts dans le capital d’Attijariwafa Bank, d’ici à fin mars, aiguise l’appétit des établissements du Golfe, en quête de nouveaux marchés à fort rendement. Pour l’instant, ni Attijariwafa ni la SNI ne souhaitent communiquer sur les discussions en cours, mais le nom de Qatar National Bank (QNB) revient avec insistance. Surtout que le qatari a tenté en vain, l’an passé, un rapprochement avec le marocain BMCE Bank.

« *L’arrivée d’un établissement qatari à son capital apporterait une bouffée d’oxygène à Attijariwafa, confronté à un problème de liquidités sur son marché national. La crise mondiale a provoqué une baisse des investissements directs*

étrangers et des transferts des Marocains résidant à l'étranger », explique Hanane Rahali, analyste financier chez CFG Group au Maroc.

Attijariwafa réaliserait une belle affaire si cette opération se confirmait : QNB vient d'annoncer un bénéfice net de 1,6 milliard d'euros en 2011 (+ 32 % par rapport à 2010). Et en plus de pouvoir développer des produits financiers alternatifs (islamiques), la banque qatarie serait bien placée pour le financement des grands projets d'infrastructures dans le royaume chérifien et du commerce sans cesse croissant entre les deux pays. Car si, pour l'instant, la valeur de leurs échanges ne dépasse guère les 45 millions d'euros, ce montant est appelé à croître au cours des prochaines années : entre novembre et janvier, l'émir du Qatar, Hamad Ibn Khalifa Al Thani, s'est rendu à deux reprises au Maroc et a conclu avec le royaume plusieurs accords, notamment dans le tourisme. Par ailleurs, une entrée au capital d'Attijariwafa permettrait à QNB de prendre indirectement pied en Afrique subsaharienne, où le groupe marocain possède une dizaine de filiales.

Britanniques à l'affût

Pour l'instant, ce sont surtout les établissements européens qui convoitent le Sud du Sahara. Alors qu'ils suppriment massivement des postes chez eux (près de 60 000 emplois dans le secteur européen en 2011), ces groupes, surtout britanniques, multiplient les initiatives pour renforcer leur présence en Afrique. Ainsi Barclays, qui a racheté 56 % du sud-africain Absa Bank en 2005 pour 2,1 milliards d'euros, a délocalisé fin 2011 sa direction Afrique de Dubaï à Johannesburg. Sa consoeur HSBC, qui a tenté l'an dernier, sans succès, de prendre le contrôle du sud-africain Nedbank, est toujours en quête d'un partenaire stratégique en Afrique. « HSBC est bien implanté en Asie-Pacifique et vise désormais le financement du commerce entre l'Afrique et l'Asie », explique Paul-Harry Aithnard, directeur recherche du groupe Ecobank.

Idem du côté de Standard Chartered. « Nous sommes à l'affût de

toutes les opportunités d'acquisitions qui pourraient se présenter en Afrique », a indiqué en décembre Diana Layfield, directrice Afrique de Standard Chartered. Déjà présent dans seize pays africains, notamment dans l'est du continent, le groupe, qui réalise environ 10 % de ses bénéfices en Afrique, met désormais le cap à l'ouest. Dans son viseur : le Nigeria et le Ghana, où il possède déjà des filiales locales et entend profiter de leurs taux de croissance respectifs de 6,6 % et 7,3 %. Le groupe cible aussi l'Angola, autre pays producteur de pétrole. Credit suisse aussi fait parler de lui. Le groupe a ouvert sa première filiale africaine à Johannesburg début 2011. Quelques mois plus tard, en juillet, Credit suisse a été la principale banque d'affaires à monter l'acquisition du manufacturier sud-africain Defy Appliances par le turc Arçelik Group. Montant de l'opération : 225 millions d'euros.

"Gestion du risque"
Les Américains ne sont pas en reste. En novembre, la banque d'affaires JP Morgan a ainsi ouvert une filiale spécialisée dans la couverture de change en Afrique du Sud. « Nous voulons vraiment développer notre activité de trésorerie et de services aux entreprises à travers toute l'Afrique, mais aussi préparer la voie pour notre activité de banque d'investissement. C'est maintenant qu'il faut être présent pour un retour sur investissement dans les cinq à dix ans à venir », a indiqué John Coulter, patron Afrique de JP Morgan, au Financial Times. La banque est par ailleurs en négociation pour ouvrir des bureaux de représentation au Kenya et au Ghana au cours du premier trimestre. Le chinois Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) vient aussi d'ouvrir un bureau de représentation en Afrique du Sud, au Cap. Selon les analystes, celui-ci devrait servir de base pour une nouvelle stratégie africaine du groupe, qui a déboursé 3,8 milliards d'euros pour racheter 20 % de Standard Bank, première banque africaine, en 2008.

Mais si l'engouement est bien réel, Paul-Harry Aithnard estime

que « ces groupes étrangers avanceront de manière prudente, en s'appuyant sur les acteurs locaux, qui connaissent mieux les marchés africains ». De fait, le renforcement de la présence des banques mondiales en Afrique peut être considéré comme une opportunité pour les groupes africains. Ils pourront ainsi bénéficier de financements additionnels pour participer à certaines syndications qui jusque-là étaient hors de leurs moyens. Peuvent notamment tirer profit de cette nouvelle configuration : les banques nigérianes (First Bank of Nigeria, United Bank for Africa…), qui viennent de sortir d'une réforme qui a conduit à leur recapitalisation. Le groupe Ecobank (basé au Togo), fort de sa présence dans 30 pays africains, s'estime aussi incontournable.

Il ne faut toutefois pas écarter la menace que les groupes internationaux soient les seuls à profiter de la croissance en Afrique. Ce cas de figure « ne surgira réellement que si, au bout des cinq prochaines années, les banques africaines ne deviennent pas plus robustes et n'améliorent pas leur gestion du risque en vue de dominer l'activité de banque de détail », indique un banquier ouest-africain. C'est, d'après les spécialistes, un élément crucial pour le développement des économies africaines.

Jeune Afrique

(Merci à Erwinn)